

19 DECEMBRE

UNITÉ — pour la paix — contre l'O. A. S

LA décision prise par la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et l'U.N.E.F. d'organiser le 19 décembre une journée de manifestation nationale contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie constitue un important pas en avant dans le rassemblement des forces pacifiques et antifascistes.

Cette décision est une réponse à une menace qui n'a cessé de s'aggraver ces dernières semaines. Les syndicats avaient, dès le mois de juin et, une nouvelle fois courant août, proclamé qu'ils agiraient en commun en cas de nouvelle tentative de putsch. Mais depuis quelques semaines, c'est une sorte de putsch progressif que réalise l'O.A.S. en investissant Alger et Oran, en créant dans plusieurs régions de France un sentiment d'insécurité et surtout en mettant en évidence l'impuissance du pouvoir.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que nous sommes entrés dans une phase décisive du conflit algérien où les bases de la négociation apparaissent acquises et où le succès de cette négociation est devenu possible. Dans cette perspective l'épreuve de force avec l'O.A.S. est non seulement inévitable, mais elle est en fait déjà commencée.

Il n'est plus aujourd'hui personne pour compter sur le pouvoir pour mettre à la raison l'O.A.S. Le réveil de l'action populaire depuis quelques semaines, particulièrement dans les villes et les régions où le plastic a parlé, peut seul permettre de faire face au danger. Mais il ne saurait suffire de mener une action défensive de protestation après les plastiquages ; il faut isoler l'O.A.S. et pour cela réaliser contre elle un rassemblement aussi large que possible.

Pour y parvenir, l'action unie des syndicats, le « Front syndical commun » est aujourd'hui la voie la meilleure, car ce front permet de réaliser dans les circonstances actuelles l'unité la plus large possible et de surmonter les obstacles que crée la division des forces de gauche.

Depuis plusieurs semaines, le P.S.U. a

multiplié les efforts, à l'échelon local et départemental aussi bien que national, pour parvenir à ce résultat. De grands progrès ont été enregistrés dans l'unité réalisée dans de nombreux départements où des manifestations puissantes ont répondu à l'O.A.S.

Le P.S.U. a plusieurs fois souhaité publiquement que les syndicats se mettent d'accord pour lancer des appels parallèles en vue d'une manifestation nationale ; l'expérience a en effet confirmé ces dernières semaines que l'ampleur des manifestations dépendait largement du degré d'unité auquel on avait pu parvenir. Or, il est bien clair que l'attitude actuelle de la direction nationale de la S.F.I.O. rend impossible dans l'immédiat un large rassemblement anti-O.A.S. sur l'initiative des partis. Nous pensons que cette attitude de la S.F.I.O. est chaque jour davantage mise en cause par les événements et par l'aggravation de la menace O.A.S. ; nous estimons que du danger sortira à brève échéance un front de lutte plus large que celui qui peut être réalisé aujourd'hui.

Dans l'immédiat, c'est le front syndical qui met donc en action les plus larges masses ; c'est pourquoi nous avons regretté les hésitations et les lenteurs de certains.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de dénier aux partis, et de nous dénier à nous-mêmes, le droit de prendre des initiatives. Nous avons, le 1^{er} novembre, montré le contraire, et la manifestation du P.S.U. a eu un effet salutaire en redonnant confiance, en montrant les possibilités existantes et en donnant l'exemple d'une nouvelle forme d'action. Mais l'initiative d'un seul parti, ou même de deux, ne suffit pas à entraîner la large adhésion que peuvent recueillir aujourd'hui les syndicats. Il est bien clair que nous sommes en désaccord sur ce point avec la direction du Parti Communiste qui n'apprécie pas correctement les possibilités du front syndical commun, et qui surtout cherche sans cesse à monopoliser la direction de l'action par des invitations publiques à des fins de pure propagande. Dans le cas encore de la journée du 19 décembre, on a vu le

P.C.F., par son communiqué publié en même temps que les communiqués des syndicats, par la présentation même de l'Humanité, chercher à accréditer l'idée d'une initiative commune des syndicats et du P.C.F. Nous pensons que de telles préoccupations partisans doivent céder maintenant le pas à un soutien franc et total de l'initiative des syndicats.

Car il ne suffit pas que cette initiative soit le plus largement unitaire, elle doit aussi permettre un progrès dans l'action, dans la puissance des manifestations. Ce progrès est possible si l'on sait apprécier la grande inquiétude qui se développe en ce moment dans la population devant les menées de l'O.A.S. Contrairement à ce qu'avancent quelques-uns, les milliers de personnes qui ont manifesté ces dernières semaines à Grenoble et à Lyon, à Angers, à Toulouse et ailleurs, ne sont pas seulement des militants en avance par rapport aux masses. La conscience du danger a gagné de nombreux français qui ne participent pas à l'action d'une organisation politique et syndicale.

En réalité, l'action demeure freinée le plus souvent par la crainte qui subsiste chez beaucoup de l'unité avec les communistes, cette crainte étant faite à la fois d'un anticommunisme néfaste, d'un complexe d'infériorité trop fréquent, et nourrie par certains comportements des dirigeants

communistes.

Malgré les désaccords sur les méthodes de lutte et sur la conception de l'unité, le P.S.U. a montré, pour sa part, le 6 décembre, qu'il était nécessaire et possible de surmonter cette difficulté. Nous avons montré ce jour-là, à Paris, à Lyon et ailleurs, qu'il était possible d'agir avec les communistes sans être « suivistes » ou satellites, sans perdre non plus notre capacité d'initiative.

Mais le complexe anticommuniste n'est pas le seul obstacle à surmonter. Il y a d'autres freins à l'action, et en particulier son atomisation et sa dispersion dans de petites actions purement locales, dans la routine des pétitions et délégations.

Il est évidemment indispensable de mener sur le plan local une action anti-O.A.S., en lui donnant d'ailleurs un caractère plus offensif qui mette en cause les responsables de l'O.A.S., ceux qui couvrent de leur autorité ou qui approuvent les attentats.

Mais dans une période où l'épreuve de force se développe, il faut une riposte massive, des manifestations d'un niveau plus élevé. C'est dans cette perspective que les organisations et les militants du P.S.U. s'emploieront à aider au succès de la manifestation nationale du 19 décembre.

Jean VERLHAC

